VOTRE CONSO



■ Consommation. Une étude relance le débat des effets sur la santé

OGM: ici, tout est permis

L'association Stop OGM Pacifique milite depuis deux ans pour l'adoption d'une réglementation sur les cultures et l'étiquetage des produits en Nouvelle-Calédonie. La publication d'une étude métropolitaine pourrait jouer en sa faveur.

os assiettes et nos champs sont-ils exempts d'OGM? Nul ne peut le certifier aujourd'hui puisqu'en Nouvelle-Calén'existe réglementation en la matière. Depuis deux ans, la commission OGM, désormais association Stop OGM Pacifique, bataille ferme pour l'adoption d'une délibération du Congrès afin de protéger les consommateurs et la biodiversité du pays. Mais force est de constater que jusqu'à aujourd'hui, cela ne semblait pas être une priorité pour nos plus hautes instances. Et il y a pourtant urgence, selon les responsables de l'association. « Nous pensons depuis longtemps que de nombreux produits, sucre, huiles, sauces, en provenance des pays voisins. Australie. Nouvelle-Zélande, mais aussi de nombreux pays asiatiques, sont susceptibles de contenir des OGM. Tout cela sans que le consommateur soit au courant puisqu'il n'y a pas d'étique-

« Il est très facile d'acheter des graines OGM à Hawaï. »

tage particulier (c'est la réglementation du pays d'où proviennent les importations qui s'applique) contrairement aux produits européens », expliquent les responsables de l'association.

Sanctions. Ces derniers réclament une réglementation stricte définissant les conditions de traçabilité des produits importés, assortie de lourdes sanctions financières en cas de déclaration frauduleuse. L'actualité récente pourrait accélérer la démarche de l'association. Une étude menée pendant deux ans par des chercheurs de l'université de Caen tend à démontrer de manière spectaculaire la toxicité des OGM. C'est aussi, et surtout, l'absence de toute

réglementation sur les OGM en culture qui inquiète Stop OGM Pacifigue. « On sait qu'à Hawaï, ils ont déjà procédé à plus de 5000 expérimentations différentes. La papaye OGM a été créée là-bas et sur l'île principale, il n'y a plus que cela, expliquent-ils. Il est très facile d'y acheter des graines. Nous avons fait le test avec la firme qui les commercialise. Ils pouvaient nous en envoyer 5 kilos pour 53 dollars, et ce en quarante-huit heures. Comme ces graines ont tous les certificats phytosanitaires, puisque rien ne concerne les OGM dans ces documents, elles peuvent être introduites sans problème ». Les membres de l'association ont sensibilisé les sénateurs coutumiers sur les risques pour les cultures traditionnelles.

Vœu. Selon eux, II y a déjà des cultures OGM dans des pays de la zone, qui toucheraient des ignames au Vanuatu, des patates douces aux

Salomon, mais aussi du café, des bananes. Le Sénat coutumier, inquiet, devrait appuyer la demande de l'association en émettant un vœu au gouvernement pour la mise en place d'une ré-

glementation.

Pour Stop OGM Pacifique, les denrées alimentaires produites ici, tout comme l'alimentation de nos animaux, doivent faire l'objet d'une surveillance accrue. « L'alliance des plus grandes multinationales a permis la mise en place de recherches et d'essais en plein champ du blé OGM, en Australie. Sa commercialisation est prévue pour 2015. C'est inquiétant quand on sait que 99 % du blé importé ici provient d'Australie », alerte déjà l'association pour insister sur le fait qu'il y a bien urgence à légiférer en la matière.

Ludovic LafonTous les renseignements sur le site www.stopogmpacifique.org



L'association travaille désormais seule. Auparavant, ce combat était mené par EPLP et l'UFC-Que Choisir.

L'étude qui fait grand bruit

L'équipe à l'origine de ce rapport publié officiellement par la très sérieuse revue spécialisée Food and Toxicology a étudié pendant deux ans, dans le plus grand secret, les conséquences de l'ingestion par des rats, d'une part, d'un maïs génétiquement modifié, le NK 603, breveté par Monsanto, d'autre part, d'un maïs traité au Roundup, herbicide produit par Monsanto, et commercialisé chez nous aussi. A chaque fois, cela se traduisait par une mortalité plus rapide et davantage de cancers que chez les rats qui n'avaient ingéré

aucun de ces aliments. Les conclusions de Gilles-Eric Séralini, le chercheur, semblent être prises au sérieux par le gouvernement français et la Commission européenne, qui ont toutes deux demandé des enquêtes complémentaires. « Le crime, c'est que ça n'ait pas été testé avant, que les autorités sanitaires n'aient pas exigé des tests plus longs alors qu'on est à quinze ans de commercialisation des OGM dans le monde », a commenté Gilles-Eric Séralini. Toute l'étude sur : www.criigen.org

■ Le chiffre

1652

C'est le nombre de supermarchés franchisés ou associés que compte le groupe métropolitain Auchan super, dont les grandes surfaces Michel Ange et de Tontouta portent l'enseigne Simply market.

■ En hausse

Le café moulu Mélanésien. Selon les relevés de l'UFC-Que choisir, le café moulu est l'un des produits qui a le plus augmenté entre mars 2011 et septembre 2012: +30,8 % à Carrefour Dumbéa, +31,9 % chez Casino Belle Vie, +9,1 % chez Champion N'Géa, +35,2 % à Géant et +9,9 % à Hyper U Kaméré.

■ En baisse

La poudre pour petit déjeuner Milo. Elle a baissé, mais seulement chez Géant (-15,4 %) et Casino Belle-Vie (-1,6 %). Dans les autres grandes surfaces, elle a fortement augmenté, jusqu'à 37,9 % à Carrefour Dumbéa.

■ Infos conso

L'OPT revoit ses conditions



Dans une lettre adressée à ses abonnés mobilis. I'OPT informe ses clients « que les conditions générales d'abonnement aux services mobilis qui régissent les contrats de la téléphonie mobile ont été révisées. Ces modifications portent principalement sur l'aiout des nouvelles offres internet mobile à la demande pour tous les clients mobilis. » Si la révision de ces conditions n'implique d'après l'OPT aucun changement de tarif, les consommateurs regrettent que ces nouvelles conditions n'aient pas été adressées avec le même courrier. Passé un certain délai, et à défaut de contestation, les nouvelles conditions seront considérées comme adoptées.

Cette rubrique est la vôtre.
Si vous voulez y participer,
contactez
notre journaliste sur:
redaction@lnc.nc

Une réunion le 3 octobre

présent, une priorité en Nouvelle-Calédonie, l'actualité récente et les pressions exercées par les associations et la société civile pourraient changer la donne. Le comité consultatif de l'environnement (CCE) s'est auto saisi pour organiser une réunion le mercredi 3 octobre et organiser des groupes de travail sur ce sujet. « Jusqu'à maintenant, nous ne pratiquions pas une politique d'ignorance. Nous avons toujours essayé, avec nos moyens, de nous assurer que les plantes qui entrent en Nouvelle-Calédonie sont indemnes d'OGM. Même si les documents phytosanitaires n'abordent pas ce sujet, nous faisons, a posteriori, les vérifications nécessaires, explique Christian Dessoutter, le directeur de la Davar (Direction des affaires vé-

Si les OGM n'étaient pas, jusqu'à présent, une priorité en Nouvelle-Calédonie, l'actualité récente et les pressions exercées par les associations et la société civile pourraient changer la donne. Le comité consultatif de l'environnement (CCE) s'est auto saisi pour praniser une réunion le mertredii

fisant ».

Pour la Davar, il y a désormais une volonté politique de travailler sur la réglementation des OGM car la population le réclame. « Ça ne se discute pas! Le consommateur doit pouvoir faire son choix en toute transparence, précise le directeur. Nous n'avons pas les mêmes moyens que d'autres pays pour faire de la recherche, mais en nous appuyant sur leurs travaux, en adaptant les textes à nos spécificités, nous pouvons avoir une véritable politique en la matière.



24/09/2012 _____ LES NOUVELLES CALEDONIENNES - WWW.LNC.NC - PAGE 7